

# newsletter

lettre d'information de la Délégation de l'Union européenne au Liban

ISSUE 3 | 2011

## Lebanese agriculture at a crossroads



New problems affecting agriculture have recently arisen. Vulnerability to critical climatic phenomena, increased demand from emerging markets, price volatility, and speculation on raw materials, all represent important risk factors for the future. Furthermore, because of a lack of consistent strategic planning in the agricultural sector in the past decades, agricultural production in Lebanon declined in comparison with neighbouring countries but also with other sectors of the economy. This situation has major consequences for the trade balance especially at a time when Lebanon is engaged in agricultural commodities trade which is subject to international free-trade agreements.

The major challenge to reverse this trend is to manage to both preserve and enhance the natural capital of Lebanon while at the same time restructuring the entire sector.

In the last few years, the Lebanese Government, realising the high potential of the agricultural sector, has made the strategic choice of revitalising the sector and shifting towards a more competitive and sustainable system that is more attractive to investment. The Ministry of Agriculture's Strategic Plan 2010-2014 could serve as the foundation of a comprehensive sector strategy that also integrates the broader needs of rural development.

In its longstanding partnership with Lebanon, the European Union has always been a keen supporter of agricultural development in the country. The new Agricultural and Rural Development Programme launched in 2011 draws upon previous projects funded by the EU, such as the Agricultural Development Project.

In line with the renewed European Neighbourhood Policy, the EU aims, through its various agricultural projects, to reveal the untapped agricultural potential of Lebanon. This will help promote job creation and initiate inclusive growth in poor rural regions, thereby reducing regional inequalities.

A strong and performing agricultural sector would also allow Lebanon to be more competitive at a regional level and ensure a sustainable food security in the country. The EU firmly believes that there is a future for agriculture in Lebanon and that supporting Lebanon in reforming this sector will not only contribute to the development of the country and the preservation of its nature and landscapes, but will also strengthen the stability of the region.



### Un enjeu national majeur

Avec une tradition agricole séculaire, des ressources hydriques importantes et des agro-systèmes variés, le Liban devrait figurer parmi les principaux acteurs du secteur agricole dans la région. Or, plus de 80% des produits agricoles et agro-alimentaires consommés au Liban sont importés et la valeur des importations annuelles s'est accrue de près d'un milliard d'euros durant la dernière décennie.

Même si le nombre d'agriculteurs ne représente plus que 7% de la population active, l'agriculture est un secteur qui concerne l'ensemble des citoyens. En effet, l'agriculture est au cœur de nombreuses thématiques essentielles à la stabilité et au développement du Liban parmi lesquelles la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté, le foncier, la valorisation du patrimoine culturel et des paysages, l'environnement, l'eau ou encore les accords commerciaux.

L'Union européenne a conscience de l'importance de l'agriculture qui a été et reste toujours une pièce maîtresse de l'intégration européenne. C'est pourquoi l'UE, dans le cadre de sa Politique européenne de voisinage, a signé en 2007 un Plan d'Action avec le Liban définissant un agenda de réformes économiques et politiques, qui souligne notamment la nécessité de développer une politique agricole d'envergure.

C'est précisément pour ces raisons que l'UE et ses Etats membres soutiennent l'agriculture au Liban à travers plus de 31 millions d'euros de dons, notamment dans le cadre du nouveau Programme d'Agriculture et de Développement Rural qui est présenté dans cette newsletter.

Angelina Eichhorst  
Chef de Délégation

### In this issue

Entretien avec le Ministre de l'Agriculture, Dr Hussein Al Hajj Hassan	2-3
Interview with Dr Zuhair Berro, Head of Consumers Lebanon	3
The Agricultural and Rural Development Programme (ARDP)	4
Soutien de l'UE au développement du Nord Liban	5
The EU promotes food quality and entrepreneurship	6
EU Member States support agricultural development	7
EU-Lebanon Sub-Committee on Economic and Social Affairs	8



For information, please contact  
the Delegation of the European  
Union to Lebanon:  
+961 1 569 400

<http://ec.europa.eu/delegations/lebanon>

# Entretien avec le Ministre de l'Agriculture Dr Hussein Al Hajj Hassan

## 1) Quelles sont d'après vous les principaux défis auxquels le secteur agricole est confronté aujourd'hui au Liban et quelles sont vos priorités en tant que Ministre de l'Agriculture?

L'agriculture au Liban, comme l'ensemble de l'économie du pays, souffre de plusieurs problèmes. Malgré sa superficie limitée, le Liban possède une densité de population parmi les plus élevées au monde. Cela contribue ainsi à la diminution croissante de la superficie des terrains agricoles. De plus, le secteur immobilier libanais continue de se développer à un rythme soutenu, ce qui provoque une augmentation drastique des prix d'achat et de location des terrains.

En résumé, l'agriculture au Liban se heurte aux coûts élevés du foncier (acheté ou loué), de l'énergie (électricité et combustibles), du niveau de vie et des intrants (pesticides, engrais, semences...). Ainsi, notre coût de production est beaucoup plus important que celui de nos pays voisins et concurrents que sont par exemple la Syrie, la Jordanie, l'Égypte, ou encore l'Arabie Saoudite.

A cela il faut ajouter que le secteur agricole souffre d'un handicap de taille : l'État libanais a pendant longtemps négligé l'agriculture, principalement les services d'encadrement que sont la vulgarisation et le contrôle de la qualité.

Une des priorités de notre ministère est de rendre l'agriculture compétitive. Nous effectuerons cela notamment par le biais de subventions. En effet, tous les États, que ce soit nos voisins ou bien l'Union européenne subventionnent d'une façon ou d'une autre l'agriculture. Le Liban doit donc trouver comment subventionner l'agriculture tout en respectant ses engagements internationaux, tels que les accords signés avec l'UE ou la GAFTA. Subventionner l'agriculture nous permettra d'aider les agriculteurs à contribuer à l'émergence d'une agriculture compétitive et de qualité.

## 2) L'affaire de l'E.Coli et la suspension par le Liban des importations des fruits et légumes en provenance de l'UE a rappelé l'importance pour le Liban de se doter d'un système d'alerte précoce et de traçabilité des aliments pour mieux se protéger et aussi de pouvoir garantir un niveau élevé de qualité des produits exportés. Où en est-on en ce moment?

Au cours des deux dernières années, le Liban a fait beaucoup de progrès dans le domaine de la quarantaine végétale et animale, et des services de prévention et d'inspection, que ce soit à ses frontières ou sur son territoire. Le ministère essaie de mettre la réglementation libanaise en conformité avec celles des organisations

régionales et internationales qui s'occupent de ces questions et auxquelles le Liban a adhéré. On peut par exemple citer la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture), l'OIE (Organisation mondiale de la santé animale), ou encore l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

**Ce qui me préoccupe tout particulièrement, ce sont la forêt et la pêche, car contrairement aux autres secteurs, le ministère n'a pas les ressources nécessaires pour les développer. Ainsi, nous avons un grand besoin de financement dans ces deux secteurs.**

Le ministère s'informe quotidiennement de l'évolution de la situation sanitaire affectant la sûreté alimentaire dans le monde et prend toutes les mesures nécessaires afin de garantir la protection des consommateurs. C'est ainsi que, suite au problème de l'E.Coli, nous avons décidé de suspendre pendant quelques jours les importations de fruits et légumes en provenance d'Europe. Il se peut que notre démarche ait été quelque peu mal perçue par l'UE. Cependant, cette décision était nécessaire car elle visait avant tout à préserver la sécurité alimentaire du Liban. Nous avons agi de la même façon à l'égard du Japon suite à Fukushima : après avoir arrêté l'importation de produits japonais, nous l'avons progressivement reprise.

Par ailleurs, le Liban poursuit progressivement l'amélioration de ses systèmes de traçabilité; ceux-ci englobent désormais de nouveaux produits, tels que les pesticides et les pommes de terre. Au fur et à mesure, d'autres produits seront également soumis au contrôle de la traçabilité.

## 3) Vous êtes aussi le Ministre de l'élevage, de la pêche et de la forêt. Quels sont les principaux enjeux de ces secteurs et comment voyez-vous leur évolution dans les prochaines décennies?

Dans le domaine de l'élevage, le Ministère de l'Agriculture finalise actuellement un ambitieux projet visant à encourager, entre autres, les cultures fourragères, ou bien celles de l'orge et du maïs. Ce projet devrait bientôt être présenté au gouvernement. Notre politique consiste par ailleurs à financer l'achat et la distribution des vaccins nécessaires pour les ovins et les bovins. L'insémination artificielle bénéficie aussi de notre soutien financier du fait que l'élevage est un élément vital dans le développement du secteur.



Concernant la pêche, le ministère a lancé un nouveau programme, en partenariat avec l'Italie via l'institut italien CIHEAM-IAM-Bari (Institut Agronomique Méditerranéen de Bari). J'espère également obtenir des fonds auprès du gouvernement afin de pouvoir lancer un autre programme dans ce domaine.

Mais c'est dans le domaine de la reforestation que le Ministère de l'Agriculture souhaite être le plus actif. Le Liban était un pays où les forêts représentaient 35% de sa superficie. Or nous avons perdu 22% de notre superficie de forêt, en raison de la sécheresse, de la désertification et des incendies, ainsi que des activités humaines (abatage des arbres pour la construction de routes, maisons, usines, etc.). Afin de remédier à cela, le ministère a élaboré un programme très ambitieux visant à préserver les forêts et, surtout, à procéder à une reforestation du Liban. Nous souhaitons augmenter la superficie des forêts et la faire passer de 13% à 20% du territoire libanais. Mais, nous nous heurtons ici à un problème de taille : le coût, puisqu'un tel programme requiert un financement de 250-300 millions € sur 20 ans. A ce jour, nous n'avons pas sécurisé le financement nécessaire pour monter ce programme.

Le ministère a fait de grands progrès dans les domaines de l'élevage, la pêche et la forêt, et plus précisément en matière de législation et de capacités du ministère, que ce soit les capacités des ressources humaines ou des équipements, ou bien encore les capacités de vulgarisation et de contrôle. Mais ce qui nous manque cruellement, ce sont les grands financements, comme celui nécessaire pour réaliser le projet de reforestation du Liban.

#### 4) Vous venez de signer une convention de financement avec l'UE d'un montant de 14 millions € pour un Programme d'Agriculture et de Développement Rural (ARDP). Qu'attendez-vous de la coopération avec l'UE sur ce projet?

L'UE est un des premiers bailleurs de fonds du Liban. Les fonds qu'elle verse au Liban sont très conséquents, et bénéficient surtout au secteur agricole. Ainsi, l'UE a, par le passé, financé le Projet de Développement Agricole et vient de lancer son deuxième volet, le Programme d'Agriculture et de Développement Rural, qui se déroulera sur quatre ans. L'ARDP se concentre sur quatre composantes qui sont très importantes

Grâce à l'UE, l'ARDP va nous permettre d'accomplir de nombreux progrès pour contribuer au développement d'une agriculture locale compétitive et de qualité.

pour pouvoir développer l'agriculture au Liban : la vulgarisation, les infrastructures et équipements, la production agricole et l'accès au crédit.

De notre côté, nous pouvons nous lancer davantage dans la réalisation de nouveaux projets, grâce à une augmentation du budget ministériel : multiplié par 2, 5, il est passé de 40 milliards L.L. l'an passé à 100 milliards L.L. cette année. D'autres ressources viennent s'ajouter au budget principal du

ministère. Par exemple, nous finançons un projet de 50 milliards L.L. qui vise à améliorer la qualité d'emballage, la réfrigération et le transport des exportations libanaises. Il y a un an, nous avons également adopté un projet encourageant la population à cultiver, entre autres, de l'orge, du blé, des lentilles et du pois chiche. Dans le cadre d'un autre projet, le ministère cherche à couvrir les risques agricoles résultant des catastrophes naturelles et climatiques telles que les inondations.

## Interview with Dr Zuhair Berro Head of Consumers Lebanon

### 1) According to you, what are the main challenges which the agro-food sector is facing in Lebanon and what are your priorities as the Head of Consumers Lebanon?

The biggest handicap for the agro-food sector is the lack of a long-term policy by the Government. Since 1990, the successive Governments have essentially focused their efforts on banking, finance and a bit on tourism. Agriculture as well as industry have been completely overlooked and are today on the decline, while both sectors employ nearly 50% of the Lebanese workforce. Therefore, these sectors need to be rehabilitated and become the priorities of the current Government. Besides, the Government lacks a global vision for the country. Momentum for change has been driven by the new Minister of Agriculture, but it must be global and common to the whole Government. In addition, the international agreements signed by Lebanon, notably the Association Agreement with the European Union, must be implemented, especially its article demanding the abolition of monopolies. Finally, the Lebanese tax system should be reformed to be more beneficial to agriculture and industry. Direct taxes should be increased. The current issue of trafficking payment of taxes and falsification of income should also be tackled, to have more available resources to develop the agro-food sector.

### 2) You have been very vocal about the urgent need to take measures to guarantee quality control and traceability of the different food products. Do you think this issue has been fully tackled? What should be done to make sure that Lebanese consumers have access to food products of good quality?

Since 90% of Lebanon's irrigation water is polluted, the entire food chain is contaminated from the source. Wastewater management plants must be built to provide clean and healthy water. A legal framework that imposes quality control, traceability and rules of hygiene

must be created and enforced to ensure the good quality of agricultural products. Indeed, no law imposes quality standards regarding agricultural products. For example, the Lebanese law allows producers to mix Lebanese olive oil with other vegetable oils, which are usually of very low quality, but can be imported cheaply. This practice exists because there is no legislation stipulating that requirements should be met to be authorised to put a good quality label on one's products. In the domain of food safety, there is currently no national structure responsible for monitoring quality control and food hygiene and a minimum of six or seven administrations need to work together and coordinate. The two hundred inspectors currently working at the Ministry of Economy to control food hygiene are unable at present to fulfil their mandate. A national agency must thus be created to monitor food security in the country and train inspectors to do their job more efficiently. Faced with fraudulent practices, Lebanese consumers are powerless. When cases of non-compliance with food hygiene are discovered, even if they cause the death of Lebanese citizens, insufficient action is taken by the Government or the courts to address them. The law states that in case of food poisoning, the responsible person must serve a prison sentence ranging from three to ten years. However, such sentences are never enforced: the restaurants and shops are not even closed by the authorities and their owners are never put on trial.

### 3) How do you explain the increase of food prices in Lebanon and what measures would you propose to contain this increase?

Consumers Lebanon prepares a quarterly price index that lists the prices of 160 daily consumption good and services. According to our reports, those prices have increased by 52% since 2006. The EU and the World Bank also consider that prices in Lebanon are on average 25% higher than those in the region. This increase is due to the existence of exclusive businesses that have created a lack of competition which contributes to



the establishment of monopolies on imports that control the economy. Lebanon imports 80% of its agro-food products. Therefore, the merchants play a key role in the economy, strengthened by the monopolies they have established on imports and by the support they get from many Lebanese politicians who have also a connection. We ran a campaign demanding that these prices are decreased and that competition laws are voted, but the Government has so far remained silent on the subject.

### 4) How would you assess the EU involvement in agriculture and consumers protection in Lebanon (Qualeb programme, etc.)? What would you like the EU assistance to do regarding this issue?

Today there is a marked improvement in the infrastructure of food security control, thanks to the EU-funded Qualeb programme. Five years ago, there was no quality control laboratory in Lebanon and it was easy to buy falsified test results for almost nothing. However, this is not enough. For this type of programmes to be sustainable there must be a legal framework that ensures food security. We encourage Qualeb-type programmes, but the Lebanese Government needs to create a legal framework first. Some current political forces in the new Government are more open to consumers. The EU thus has the opportunity to encourage them to make headway. First, the EU should request the full application of the Association Agreement, especially the article demanding the abolition of monopolies. Thanks to the current Minister of Agriculture, there is a beginning of improvement. However, when the Minister leaves his position, it is unclear that the efforts sought under his guidance will be pursued.



EU supports a global plan for agriculture

# The Agricultural and Rural Development Programme (ARDP)

Lebanon is among the countries with the best potential for agricultural development in the region. Already agriculture represents an important part of the economy in Lebanon: approximately 30% of the population either directly or indirectly draw their income from agricultural activities. Despite this, only 1.1% of the yearly budget is spent on agriculture, while its share of GDP has been of around 5-6% since 1994.

The sector is faced with a myriad of problems such as: small and fragmented land holdings, insufficient knowledge of modern techniques and environmental-friendly practices, excessive use of pesticides, lack of rural infrastructure, restricted access to rural credit, inexistent farmers status, limited research and extension services, lack of sanitary and phytosanitary capacities. All these issues hinder agricultural development and contribute to the low competitiveness of the sector.

The European Union has reconfirmed its long-standing commitment to help further develop the agriculture sector by launching in 2011 the Agricultural and Rural Development Programme (ARDP), a €14 million programme to be implemented by the Lebanese Ministry of Agriculture until 2015.

The general objective of the ARDP is to increase the overall performance of the agriculture sector to achieve sustainable food security and improve the livelihood and development of rural and farming communities. The programme particularly seeks to strengthen the capacity of national institutions to develop an integrated approach to both agriculture and rural development vision and to implement a strategic approach to the agricultural sector in general. This programme will also seek to support and empower local rural actors (farmers as well as cooperatives) by increasing access to credit and to infrastructure.

The ARDP aims to improve agriculture through three channels:

- Strengthening the capacity of the Ministry of Agriculture at the institutional, organisational, and human resources levels. The Ministry of Agriculture will also establish a Donors' Coordination Committee to structure coordination among donors and support policy and institutional development.
- Enhancing access to credit and improved extension services to support rural



development activities. The Credit for Agriculture and Rural Development (CARD) facility will be developed to achieve this goal, in coordination with Kafalat, whose scope of agricultural guarantee schemes will be expanded.

- Developing agriculture and rural infrastructure to improve sustainable water and land management. Hill lakes will be built and water-user associations will be established to manage the infrastructure (notably modern irrigation systems). Land management practices will be improved through reforestation carried out by municipalities and cooperatives.

The ARDP also addresses cross-cutting issues, such as gender equality, environmental issues, poverty reduction and good governance. The programme will endeavour to increase the number of female beneficiaries of the CARD scheme. In addition, environmental sustainability will be assured by introducing modern irrigation techniques and by building the capacity of water-user associations. The reforestation, to be implemented in collaboration with the municipalities and cooperatives, will have a double environmental impact: it will improve soil conservation and decrease the risk of drought.

Since the agriculture sector in Lebanon is characterised by a high proportion of full-time farmers who are usually falling below the poverty line, the programme is also expected to contribute to poverty reduction by increasing access to credit for farmers and cooperatives. Besides, by developing agriculture, the ARDP seeks to contribute to job creation in this sector.

It is expected that by improving the Ministry of Agriculture's communication capacities as well as by linking electronically all Ministry's institutions at the central and local/regional levels, both transparency and accountability will be increased. The Ministry of Agriculture's governance would also be improved by increasing the automation of its services and expanding its IT capacities. The ARDP will target both national institutions and local stakeholders ensuring a better connection and coordination between the top and bottom levels, and between the new strategic orientations and the concrete needs of agricultural actors. In the end, it is expected that the programme will benefit to at least 40 000 people, whose livelihood derive from agricultural activities.

For more information:  
[www.agriculture.gov.lb](http://www.agriculture.gov.lb)

# Programme d'appui au développement local dans le Nord Liban

La région du Nord Liban est une des régions les plus pauvres et les plus enclavées du pays. Le conflit de Nahr el-Bared l'a davantage fragilisée.

En juillet 2009, à la demande des autorités libanaises, le Programme d'appui au développement local dans le Nord Liban a été lancé. Il vise à désenclaver la région en l'aidant à développer son important



potentiel agricole. Le programme poursuit deux objectifs : améliorer la compétitivité du secteur agricole et les revenus des agriculteurs, et préserver et valoriser le capital environnemental de la région.

Ce programme de l'Union européenne de 18 millions €, mis en œuvre par le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) et le Fonds de Développement Economique et Social (FDES) s'adresse aux communautés locales résidant dans les régions du Haut Akkar, du Haut Dinniyé, de Qoubayat, d'Akroum, de Wadi Khaled, du Haut Hermel et de Halba-Joumeh, soit à près de 200 000 habitants.

Deux volets d'intervention constituent le cœur du programme : la composante « Infrastructures rurales », gérée par le CDR, va financer des travaux d'irrigation et de routes agricoles; la composante « Développement communautaire », gérée par le FDES, va soutenir des initiatives locales mises en œuvre par les municipalités à travers un processus participatif.

L'UE, le CDR et le Ministère de l'Intérieur et des Municipalités souhaitent également,

dans le cadre de ce programme, décliner au niveau régional le Schéma Directeur d'Aménagement du Territoire Libanais (SDATL) adopté par le Conseil des Ministres en 2009. Cet outil de planification territoriale servira ainsi à orienter les principaux décideurs dans leurs investissements et projets régionaux.

Grâce au programme, l'UE espère mobiliser les administrations, les communautés locales, le secteur privé et la société civile, autour de stratégies de développement durable du territoire. L'UE souhaite aussi encourager une diversification de l'agriculture, ainsi qu'une amélioration de la productivité et de la rentabilité. Enfin, un tel programme permettra d'instaurer une meilleure protection de l'environnement, et en particulier des écosystèmes de montagne.

Le Programme d'appui au développement local dans le Nord Liban contribuera ainsi d'une part à l'unité et la stabilité nationales par un rééquilibrage des régions, et d'autre part à l'amélioration des conditions de vie de la population libanaise par la valorisation des potentialités de régions souffrant d'un déficit de développement.

## Réhabilitation du canal d'irrigation de Nahr el-Bared

A la suite du conflit de Nahr el-Bared, qui a également eu un impact important sur les communautés libanaises, l'Union européenne a mobilisé un financement de 755 000 € afin de réhabiliter la rivière et le canal de Nahr el-Bared.

Ce canal est, en effet, la principale source d'irrigation pour les agriculteurs des régions de Minieh et du Akkar (plus précisément les municipalités de Bebnine, Mhamra, Wadi Jamous, Borj el-Arab, Al-Amara, Qobbet Shamra et Deir Dalloum).

Le projet est mis en œuvre par l'Établissement des Eaux du Nord Liban, qui a le mandat de gestion du canal. Les travaux de réhabilitation des canaux primaires et secondaires, sur 13 kilomètres, viennent d'être réceptionnés. Le projet permet désormais d'irriguer 1 500 hectares de terres et bénéficie directement à 35 000 personnes. Au-delà des travaux importants de réhabilitation du canal principal, des actions de sensibilisation autour de la gestion de l'eau ont été engagées avec les communautés tout au long du canal, afin que celles-ci entretiennent le canal et pratiquent une agriculture



soucieuse de son environnement. L'impact de ce projet est une réduction attendue de la pollution, l'amélioration des conditions de vie et d'hygiène pour les populations en aval du barrage et le long du canal, l'irrigation étendue des parcelles à usage agricole et une bonne gestion des ouvrages entre l'Établissement des Eaux du Nord Liban et les communautés.

Ce projet illustre la double stratégie de l'UE : mettre en œuvre des programmes de

développement de proximité à fort impact et participer au renforcement institutionnel des capacités des autorités de tutelle.

Le 30 septembre 2011, l'Ambassadeur Angelina Eichhorst, Chef de la Délégation de l'Union européenne, et Monsieur Jamal Krayem, Directeur de l'Établissement des Eaux du Nord Liban, ont inauguré, en présence des maires des municipalités concernées, la fin des travaux de réhabilitation du canal de Nahr el-Bared.

## The EU promotes food quality and entrepreneurship



# QUALEB: better food products quality for the Lebanese consumers

The European Union has supported the Lebanese agriculture for more than a decade through specific programmes in favour of the agriculture sector, the agro-food industry, as well as their quality and conformity to international standards. More than €15 million have been provided since 2005 to the reinforcement and consolidation of a National Quality Infrastructure.

The Qualeb Programme, hosted at the Ministry of Economy and Trade, has helped to improve the major components of the conformity assessment chain, including agricultural and agro-food products. This aims at introducing an international perspective that will promote improved production and ensure that Lebanese export oriented products and services meet the required international standards.

The EU support has also involved assistance to the drafting of modern laws in line with international standards on food safety, competition, standardisation, metrology, technical regulations and conformity assessment, and general product safety and market surveillance. Moreover, more than sixteen laboratories have been equipped and upgraded, and staff have been trained to allow better, cheaper and internationally accepted tests for Lebanese products including pesticides, water, soil and agro-food tests. The EU Quality-related programmes have also supported the consolidation of quality-related institutions (COLIBAC – the Lebanese Accreditation Council, LIBNOR – the Lebanese Standards Institution and the Consumer Protection Directorate at the Ministry of Economy and Trade). Consumer protection support included training of inspectors on basic

food safety principles, practical inspection skills and proposing action plans for the market surveillance system. Finally, almost fifty Lebanese enterprises benefitted from high-level expertise to obtain ISO Certification, many of them from the agro-food sector. ISO certification allows companies to further expand their markets and create jobs. Qualeb has also produced a series of ABC guides on quality, food safety management systems, metrology, packaging and labelling, accreditation, consumer protection, certification and inspection etc. (available on Qualeb's website).

Given the success of the programme, a new €4 million funding has been allocated by the EU for the 2010-2013 period to further improve the Lebanese quality infrastructure.

For more information: [www.qualeb.org](http://www.qualeb.org)

## Business incubators: promote entrepreneurship in Lebanon

A Lebanese network of three business incubators was created with the support of the European Union and the Government of Lebanon: BIAT for Tripoli and Northern Lebanon, Berytech for Beirut and Mount Lebanon, and SouthBIC for Sidon and Southern Lebanon. These incubators can provide services to agricultural and agro-food-related companies, start-ups and new entrepreneurs to prepare a business plan, on how to best access

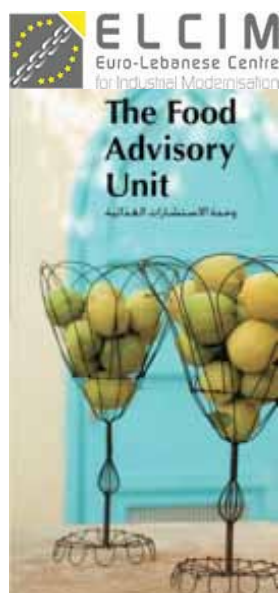
funding, technical, marketing, legal, accounting, exporting and training advice.

More information at:  
BIAT – Business Incubation Association of Tripoli: <http://biatcenter.org>

Berytech – Technological pole:  
<http://berytch.org>

SouthBIC: <http://www.southbic.org/contactus.php>

## ELCIM: for a developed agro-food industry



The Food Advisory Unit is an initiative by the EU-funded ELCIM – Euro Lebanese Centre for Industrial Modernisation, at the Industrial Research Institute (IRI). It aspires to link local technical resources with agro-food businesses, particularly with the purpose of improving the products and processes of Lebanese small and medium-sized enterprises operating in the Lebanese food industry. Chambers of Commerce, Industry and Agriculture, the Syndicate of Lebanese Food Industries, LibanPack, and universities in Lebanon are the natural partners in all endeavours aiming to enhance the stature of Lebanese agro-food industry.

ELCIM was created with EU support under the €9 million Industrial Modernisation Programme a decade ago. ELCIM will further benefit from EU funds to promote the Lebanese industries, including agro-food, software, manufacturing, Lebanese franchises and their competitiveness in international markets in 2012-2013. The EU has allocated an additional €1.9 million to this aim.

Find out more about ELCIM at: [www.elcim-lb.org](http://www.elcim-lb.org)

## KAFALAT S.A.L

### Kafalat facilitates access to bank funding

Kafalat is a Lebanese financial company with a public concern that assists small and medium-sized enterprises (SMEs) to access commercial bank funding. It helps SMEs by providing loan guarantees based on business plans / feasibility studies that show the viability of the proposed business activity. Kafalat processes guarantee applications for loans that are to be provided by Lebanese banks to SMEs operating throughout Lebanon.

With a €4 million support from the EU, Kafalat targets SMEs and innovative start ups from the industrial, tourism, technology, but also the agricultural sector.

Kafalat guaranteed loans benefit from interest rate subsidies. These subsidies have been set up to mitigate the crowding out effect of the high interest rates in Lebanon that are induced by public sector borrowing. The interest rate subsidies are financed by the Lebanese treasury and administered by the Central Bank of Lebanon.

Kafalat's scope has been expanded in the framework of the EU Agricultural and Rural Development Programme, in order to enhance access to credit to support rural development activities.

Find more information at:  
[www.kafalat.com.lb](http://www.kafalat.com.lb)

## EU Member States support agricultural development



# Italy supports the cooperatives of producers in olive-growing marginal regions in Lebanon through CIHEAM-IAMBari

Italy, one of the main European contributors to the development of Lebanon (€78.5 million in total), is the first European Member State in terms of support to agriculture and rural development in Lebanon, through €14 million of on-going grants.

One of its major projects is the "Social and economic support for the families of producers in olive-growing marginal regions in Lebanon", an initiative funded by the Italian Ministry of Foreign Affairs and the Italian Cooperation through €3.3 million as part of the Poverty Alleviation Fund. The project aims at improving the economic conditions of the Lebanese olive growers by supporting the olive industry, in terms of agronomy and environment, as well as the promotion and development of productive and human resources.

Implemented by the CIHEAM – IAM Bari (the Mediterranean Agronomic Institute of Bari) in collaboration with the Ministry of Agriculture, the project seeks to support the families working in the olive oil chain located in the marginal areas and to increase their income. The areas benefitting from the project are the olive-growing Casas of Akkar, Dinniyeh-Minieh, Zgharta, Bcharreh, Hermel, Rachaya, West Bekaa, Marjeyoun,



Hasbaya, Tyre, Nabatieh, and Bint Jbeil. Partners of the project are the Italian NGO Istituto per la Cooperazione Universitaria (ICU), the National Scientific Research Council (CNRS) and the Lebanese Agricultural Research Institute (LARI). Furthermore, the National Observatory for Women in Agriculture and Rural Areas of Lebanon (NOWARA) collaborates to all the project's activities concerning the empowerment of women.

The Italian initiative aims to support the olive growers in increasing the quantity and in improving the quality of olives and olive oil, and in reducing their production cost, but also to provide solutions to the environmental problems caused by the by-products of olive oil mills, through technical and economic assistance. Youth and women will be empowered to strengthen the existing agricultural cooperatives. The beneficiaries will also be assisted in marketing and promotion of the olive oil industry products and by-products.

The project will strengthen the extension services at the Ministry of Agriculture in order to assist and organise the different production processes of the existing olive cooperatives and olive growers in marginal olive growing regions in Lebanon. Moreover, the project will develop pilot actions to insure the correct distribution of the vegetation water.

This initiative will be extended with an additional grant to the Lebanese Ministry of Agriculture, for a total amount of over €1.7 million to support the national programme for the improvement of the olive oil quality all over Lebanon.

More information at: [www.oliolibano.net](http://www.oliolibano.net)



## Spain encourages agriculture through productive capacity development

With the aim of contributing to the socioeconomic development of Lebanon, the Fundación Promoción Social de la Cultura (FPSC) and the Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID) launched in 2007 a 4-year programme to improve the productive capacity of the agricultural sector of Southern Lebanon, one of the most badly affected areas after the military conflict of 2006.

In partnership with the Fondation René Moawad, l'Association d'Aide au Développement Rural and Arcenciel, this €3.75 million programme aims to contribute to the socioeconomic reconstruction of Southern Lebanon, by constructing infrastructures, training cattle farmers and reinforcing their associations, and by improving and rationalising production and marketing systems.

The work carried out in the areas of Bint Jbeil, Marjeyoun and Hasbaya tackles some of the most frequent income-generating activities of the rural population, such as dairy and olive oil production, horticulture, fruit tree growing, animal husbandry

and the manufacturing of medicinal and aromatic plants. In this sense, some of the specific initiatives promoted and funded by the project include the improvement of agricultural infrastructures and facilities, the creation of professional networks and of associations, the development of trainings for farmers and cattle breeders, the increase of output and the improvement of marketing.

Besides the organisations directly involved,

the agreement relies on the support of the Lebanese Ministry of Agriculture and the participation of various agricultural cooperatives and local councils.

By aiming at the reduction of poverty through the development of agriculture, Spain hopes to improve food security and living conditions of the rural and urban populations in Southern Lebanon, to encourage sustainable human development in Lebanon.



## EU News

### 3<sup>rd</sup> meeting of the EU-Lebanon Sub-Committee on Economic and Financial Affairs

On 20 September 2011, the European Union and the Lebanese Government held the third session of the EU/Lebanon Economic and Financial Affairs Subcommittee, one of a series of thematic meetings to promote dialogue between the EU and Lebanon and to discuss reforms in the country. Sub-committee meetings take place in the context of the European-Lebanon Association Agreement in the framework of the European Neighbourhood Policy.

The meeting gathered H.E. the Minister of Finance, Mohammad Safadi, the Head of the Delegation of the European Union, Ambassador Angelina Eichhorst, the Director General of the Ministry of Finance, Mr. Alain Bifani, and Mr Heliodoro Temprano Arroyo, Head of Unit of Macro-Financial Assistance in Neighbourhood, based in Brussels. Officials from the EU headquarters and the Embassies of EU Member States in Lebanon, and representatives from the Lebanese Government were also present at the meeting.

The Economic and Financial Affairs Subcommittee tackled issues of joint interest to the EU and Lebanon, including macroeconomic stability, monetary and exchange rate policy parameters, debt reduction efforts and the reform of public finance management. The subcommittee stressed the need for more ambitious fiscal consolidation, thereby changing the fiscal structure: guaranteeing greater fiscal justice, favouring productive sectors and developing the services the Lebanese population expects.

## Success Story

### Murals of Change: bridging differences through mural art



Bridging differences through mural art was the objective of the EU-funded Murals of Change project, implemented by the NGO Ricerca e Cooperazione, in partnership with the NGO Alternative Initiative Network (AIN) with a budget of €29 000. The overall objective of the action was to foster cultural and religious diversity and respect amongst three groups of twenty-five youths each, coming from Abbasiéh (South), Zahle (East), and Bourj al-Barajneh (Palestinian refugee camp near Beirut), through mural art and other activities (workshops on photography, theatre, art publication, social engagement, environment). The three groups had also the opportunity to meet and exchange during common workshops, such as painting altogether two murals during the three-day Hamra Street Festival.

The youth enjoyed the project so much that they hope to see it extended. This was a strong wish particularly for three 17-year-old Tanayel students, who are not enrolled

in school, but after being involved in the project and part of a group who wrote a booklet on mural arts they have since realised their potential. Besides this, group activities were held in areas of Lebanon which some youth would never have visited without the help of the project.

Being part of the project has been a way for the youth to realise that despite being different, they have many things in common. The project led them to abolish stereotypes about one another and to respect their differences, thus contributing to create a more tolerant and peaceful Lebanon.

A common final ceremony was held on 28 October 2011 to celebrate the end of this successful project.

**More information at:**  
**Facebook Group Murals of Change**  
<https://www.facebook.com/#!/groups/120954347983965>

## European Film Festival

The 18<sup>th</sup> edition of the European Film Festival took place from 24 November until 4 December 2011. Some films were also screened in Tripoli (1-4 December), Jounieh (2-8 December), Saida (8-10 December) and Zahle (13-17 December). Organised every year, this Festival offered again a unique insight into European culture and traditions. A special effort was made to promote Lebanese cinema, including helping young Lebanese filmmakers in showcasing their short films, in partnership

with the Lebanese audiovisual schools. The European Film Festival is organised by the Delegation of the European Union to Lebanon in collaboration with the Embassies and Cultural Institutes of the European Union Member States, under the patronage of H.E. the Minister of Culture.

**More information at:**  
[http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/press\\_corner/all\\_news/news/2011/20111116\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/press_corner/all_news/news/2011/20111116_en.htm)



### Join the Delegation of the EU in Lebanon on Facebook!

The Delegation of the European Union is pleased to announce that it launched its Facebook page in October 2011 to diffuse information among the Lebanese public about the EU actions in Lebanon. If you want to know more about the EU role in Lebanon, please like the page on Facebook through this link:  
<https://www.facebook.com/search/results.php?q=UE%20Liban&init=quick&as=0.3986571058917953#!/pages/European-Union-Delegation-to-Lebanon/168529159903092>





ثلاثة شبان يبلغون من العمر 17 عاماً من تعنايل، لا يرتادون المدرسة، وإنما أدركوا قدراتهم بعدما شاركوا في المشروع وكانوا من أعضاء المجموعة التي وضعت كتيباً عن الفنون الجدارية. إلى ذلك، أقيمت نشاطات المجموعة في مناطق من لبنان ما كان لبعض المشاركين أن يزورها من دون مساعدة المشروع.

وكانت المشاركة في المشروع طريقة ليدرك المشاركون الشباب أنه رغم الاختلاف، يمكن أن يكون هناك الكثير من الأمور المشتركة بينهم. وسمح لهم المشروع بإلغاء الشعارات النمطية عن بعضهم البعض واحترام اختلافاتهم، وتالياً المساهمة في قيام لبنان أكثر تسامحاً وسلاماً.

وأقيم الحفل النهائي المشترك في 28 تشرين الأول 2011 للاحتفال باختتام هذا المشروع الناجح.

لمزيد من المعلومات، يرجى زيارة مجموعة جداريات التغيير على موقع على الرابط التالي:  
<https://www.facebook.com/#!/groups/120954347983965>

كان تضييق هوة الاختلافات من خلال الفنون الجدارية هدف مشروع جداريات التغيير الممول من الاتحاد الأوروبي والذي تولت تنفيذه جمعية البحوث والتعاون الإيطالية بالتعاون مع شبكة المبادرة البديلة (عين) بموازنة بلغت 29 ألف يورو. وكان الهدف العام للمشروع تعزيز التنوع الثقافي والديني والاحترام بين ثلاث مجموعات يتألف كل منها من 25 شاب وشابة من مناطق العباسية (الجنوب) وزحلة (الشرق) وبرج البراجنة (مخيم للاجئين الفلسطينيين قرب بيروت)، من خلال الفنون الجدارية ونشاطات أخرى (ورش عمل عن التصوير الفوتوغرافي والمسرح وفنون النشر والالتزام الاجتماعي والبيئة). وكان لهذه المجموعات الثلاث أيضاً فرصة الالتقاء والنقاش خلال ورش عمل مشتركة، على غرار رسم جداريتين معاً خلال مهرجان شارع الحمرا الذي امتد لثلاثة أيام.

واستمتع المشاركون الشباب في المشروع لدرجة أنهم أملوا في تمديده. وكانت هذه تحديداً أمنية

في 20 أيلول 2011، عقدت اللجنة الفرعية الأوروبية-البنانية للشؤون الاقتصادية والمالية جلستها الثالثة، وهي واحدة من سلسلة جلسات لتعزيز الحوار بين الاتحاد الأوروبي ولبنان ومناقشة الإصلاحات في البلاد. وتعدّ اجتماعات اللجنة الفرعية من ضمن اتفاقية التعاون بين الاتحاد الأوروبي ولبنان في إطار السياسة الأوروبية للحوار.

وضم الاجتماع معالي وزير المالية محمد الصفدي ورئيسة بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان السفيرة أنجلينا أيجهورست ومدير عام وزارة المالية آلان بيفاني ورئيس وحدة المساعدة المالية الكلية في الجوار الأوروبي في بروكسل التابعة للمفوضية الأوروبية تامبرانو أرويو. كما حضر الاجتماع مسؤولون من المركز الرئيسي للاتحاد الأوروبي ومن سفارات الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي، فضلاً عن ممثلين عن الحكومة اللبنانية.

وتطرقت اللجنة الفرعية الأوروبية-البنانية للشؤون الاقتصادية والمالية إلى مواضيع ذات اهتمام مشترك للاتحاد الأوروبي ولبنان، بما في ذلك الاستقرار الاقتصادي الكلي ومعايير السياسة النقدية والخاصة بمعدل الصرف، وجهود تقليص الدين وإصلاح إدارة المالية العامة. وشددت اللجنة الفرعية على الحاجة لمزيد من الاندماج الضريبي الطموح، وتالياً تغيير الهيكلية الضريبية، أي ضمان عدالة ضريبية أكبر وتحفيز القطاعات الإنتاجية وتطوير الخدمات التي يتوقعها اللبنانيون.

## مهرجان السينما الأوروبية

نظّم مهرجان السينما الأوروبية الثامن عشر بين 24 تشرين الثاني و4 كانون الأول 2011. وتم عرض بعض الأفلام في طرابلس (1-4 كانون الأول)، وجونيه (2-8 كانون الأول)، وصيدا (8-10 كانون الأول)، وزحلة (13-17 كانون الأول). ويشكل هذا المهرجان رحلة فريدة إلى عمق الثقافة والتقاليد الأوروبية. وبذل جهد خاص لدعم السينما اللبنانية، بما في ذلك مساعدة المخرجين اللبنانيين الشباب في عرض أفلامهم القصيرة، بالتعاون مع

معاهد الفنون السمعية والبصرية اللبنانية.

وتتولى بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان تنظيم مهرجان السينما الأوروبية بالتعاون مع سفارات الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي ومراكزها الثقافية، وبرعاية معالي وزير الثقافة.

لمزيد من المعلومات:

[http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/press\\_corner/all\\_news/news/201120111116/\\_en.htm](http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon/press_corner/all_news/news/201120111116/_en.htm)

## انضموا إلى صفحة بعثة الاتحاد الأوروبي على موقع Facebook!

يسر بعثة الاتحاد الأوروبي الإعلان عن أنها أطلقت في شهر تشرين الأول صفحة خاصة على موقع Facebook لإطلاع الجمهور اللبناني على نشاطاتها في لبنان. وفي حال أردتم أن تعرفوا المزيد عن دور الاتحاد الأوروبي في لبنان، نرجو منكم أن تضغطوا على زر like على الصفحة الخاصة على الموقع والتي يمكن ولوجها عبر الرابط التالي:

<https://www.facebook.com/search/results.php?q=UE%20Liban&init=quick&as=0.3986571058917953#!/pages/European-Union-Delegation-to-Lebanon/168529159903092>



## إيطاليا تدعم تعاونيات منتجي الزيتون في المناطق النائية في لبنان من خلال معهد باري الزراعي المتوسطي الإيطالي



الزيتون، وتخفيض تكلفة الإنتاج، فضلاً عن تقديم الحلول للمشكلات البيئية التي تسببها المنتجات الثانوية لمعاصر زيت الزيتون، من خلال توفير المساعدة الفنية والاقتصادية. وسوف يجري تمكين الشباب والنساء بهدف تعزيز التعاونيات الزراعية الحالية. كما ستتم مساعدة المستفيدين في تسويق منتجات قطاع زيت الزيتون ومنتجاته الثانوية.

وسوف يعزز هذا المشروع خدمات الإرشاد في وزارة الزراعة من أجل توفير المساعدة وتنظيم عمليات الإنتاج المختلفة لتعاونيات الزيتون القائمة ومزارعي الزيتون في المناطق النائية في لبنان. بالإضافة إلى ذلك، سوف يطور المشروع مبادرات نموذجية لضمان التوزيع الصحيح للزراعات المائية.

وسوف يجري توسيع هذه المبادرة بمنح هبة إضافية لوزارة الزراعة بقيمة إجمالية تتجاوز 1.7 مليون يورو لدعم البرنامج الوطني لتحسين جودة زيت الزيتون في لبنان.

لمزيد من المعلومات:  
[www.oliolibano.net](http://www.oliolibano.net)



أما شركاء المشروع فهم منظمة التعاون الإيطالي غير الحكومية والمجلس الوطني للبحوث العلمية والمعهد اللبناني للبحوث الزراعية. كما يتولى المرصد الوطني للمرأة في الزراعة والريف تنسيق جميع نشاطات المشروع المتعلقة بتمكين المرأة. وتهدف المبادرة الإيطالية إلى دعم مزارعي الزيتون في زيادة الكمية وتحسين جودة الزيتون وزيت

تعتبر إيطاليا، وهي من المساهمين الرئيسيين في تنمية لبنان (قيمة إجمالية مقدارها 78.5 مليون يورو)، الدولة العضو في الاتحاد الأوروبي الأولى في مجال دعم الزراعة والتنمية الريفية في لبنان، من خلال قروض حالية بقيمة 14 مليون يورو.

ويشكل مشروع "الدعم الاجتماعي والاقتصادي لعائلات منتجي الزيتون في المناطق النائية في لبنان" أحد هذه المشاريع، وهو عبارة عن مبادرة ممولة من وزارة الخارجية الإيطالية ومنظمة التعاون الإيطالي بقيمة 3.3 مليون يورو، هي جزء من أموال صندوق الحد من الفقر. ويهدف المشروع إلى تحسين الظروف الاقتصادية لمزارعي الزيتون اللبنانيين عبر دعم قطاع الزيتون على الصعيدين الزراعي والبيئي، فضلاً عن دعم الموارد الإنتاجية والبشرية وتطويرها.

ويسعى المشروع الذي ينفذه معهد باري الزراعي المتوسطي الإيطالي بالتعاون مع وزارة الزراعة إلى دعم العائلات العاملة في قطاع زيت الزيتون القاطنة في المناطق النائية وزيادة دخلها. أما المناطق التي تستفيد من المشروع فهي عكار والمنبئية-الضنية، وزغرتا، وبشري، والهمل، وراشيا، والبقاع الغربي، ومرجعيون، وحاصبيا، وصور، والنبطية، وبننت جبيل.

## أسبانيا تشجع الزراعة من خلال تطوير القدرة الإنتاجية



اللبنانية ومشاركة العديد من التعاونيات الزراعية والمجالس المحلية.

ومن خلال السعي إلى الحد من الفقر عبر تطوير الزراعة، تأمل أسبانيا في تحسين الأمن الغذائي والظروف المعيشية لسكان الأرياف والمدن في جنوب لبنان، لتشجيع التنمية البشرية المستدامة في لبنان.

المبادرات الخاصة التي يدعمها المشروع ويمولها تحسين البنى التحتية والمنشآت الزراعية، وإنشاء شبكات وجمعيات مهنية، وتطوير تدريب المزارعين ومربي الماشية، وزيادة الإنتاج وتحسين التسويق. وإلى جانب المنظمات المعنية بصورة مباشرة، تعتمد الاتفاقية على دعم وزارة الزراعة

بهدف المساهمة في التنمية الاجتماعية والاقتصادية للبنان، أطلقت مؤسسة النهوض الاجتماعي بالزراعة الأسبانية والوكالة الأسبانية للتنمية الدولية في عام 2007 برنامجاً لمدة 4 سنوات لتحسين القدرة الإنتاجية للقطاع الزراعي في جنوب لبنان، أحد أكثر المناطق تضرراً من النزاع العسكري لعام 2006.

ويهدف هذا البرنامج الذي تبلغ قيمته 3.75 مليون يورو ويُنفذ بالتعاون مع مؤسسة رينيه معوض وجمعية إنماء القدرات في الريف وجمعية Arcenciel إلى المساهمة في إعادة الإعمار الاجتماعية والاقتصادية لجنوب لبنان، عبر إنشاء البنى التحتية وتدريب مربي الماشية وتعزيز جمعياتهم، ومن خلال تحسين أنظمة الإنتاج والتسويق وترشيدها.

ويشمل العمل الذي نُفذ في مناطق بنت جبيل ومرجعيون وحاصبيا بعضاً من أكثر النشاطات المدرة للدخل شيوعاً لسكان الريف، مثل تصنيع منتجات الحليب وزيت الزيتون، والبستنة وزراعة الأشجار المثمرة وتربية الحيوانات وتصنيع النباتات الطبية والعطرية. وفي هذا الإطار، تتضمن بعض



## برنامج الجودة QUALEB: جودة أفضل للمنتجات الغذائية في متناول المستهلك اللبناني



للحصول على شهادات الجودة العالمية (أيزو)، والعديد من بينها في قطاع الصناعات الغذائية. وتسمح شهادة الجودة العالمية للشركات بتوسيع أسواقها أكثر فأكثر واستحداث الوظائف. كما أنتج برنامج الجودة سلسلة من الأدلة الأساسية للجودة وأنظمة إدارة سلامة الغذاء والمقاييس والتوضيب والعلامة التجارية والاعتماد وحماية المستهلك ومنح الشهادات والتفتيش، إلخ. (المعلومات متوفرة على موقع برنامج الجودة Qualeb).

ونظراً إلى نجاح البرنامج، فقد خصص الاتحاد الأوروبي مبلغ 4 ملايين يورو إضافية للفترة 2010-2013 من أجل زيادة المساهمة في تحسين البنية التحتية للجودة في لبنان.

لمزيد من المعلومات:  
[www.qualeb.org](http://www.qualeb.org)

سلامة الغذاء والمنافسة ووضع المعايير والمقاييس والأنظمة الفنية وتقييم الامتثال وسلامة المنتجات العامة ومراقبة السوق. علاوة على ذلك، جرى تجهيز أكثر من 16 مختبراً وتحديثها، وتم تدريب العاملين فيها بهدف إجراء فحوص أفضل وأقل تكلفة ومقبولة دولياً للمنتجات اللبنانية، بما فيها المبيدات والمياه والتربة وفحوص الأغذية الزراعية. كما ساهمت برامج الاتحاد الأوروبي الخاصة بالجودة في دعم المؤسسات المعنية بالجودة (مجلس الاعتماد اللبناني، ومؤسسة المعايير والمقاييس، ومصصلحة حماية المستهلك في وزارة الاقتصاد والتجارة). وتضمن دعم حماية المستهلك تدريب المراقبين على المبادئ الأساسية لسلامة الغذاء ومهارات التفتيش العملية واقتراح خطط عمل لنظام مراقبة السوق. وأخيراً، استفادت حوالي 50 مؤسسة لبنانية من خبرة عالية المستوى

يدعم الاتحاد الأوروبي الزراعة اللبنانية منذ أكثر من عقد من الزمن من خلال برامج خاصة لصالح القطاع الزراعي والصناعات الغذائية، بالإضافة إلى دعمه جودتها وامتثالها للمعايير الدولية. وتم توفير أكثر من 15 مليون يورو منذ عام 2005 من أجل تعزيز البنية التحتية الوطنية للجودة ودعمها.

وساهم برنامج الجودة الذي تولته وزارة الاقتصاد والتجارة في تحسين العناصر الرئيسية لسلسلة تقييم الامتثال، بما في ذلك المنتجات الزراعية والصناعية الغذائية. ويهدف هذا الأمر إلى اعتماد مقارنة دولية تدعم تحسين الإنتاج وتضمن تلبية منتجات وخدمات التصدير اللبنانية للمعايير الدولية المطلوبة.

وتضمن الدعم الأوروبي أيضاً مساعدة لإعداد قوانين حديثة متلائمة مع المعايير الدولية الخاصة

## حاضنات الأعمال: تعزيز روحية المبادرة في لبنان

الفنية والتسويقية والقانونية والمحاسبية والخاصة بالتصدير والتدريب.

لمزيد من المعلومات عن:

جمعية تطوير الأعمال في طرابلس:  
<http://biatcenter.org>

جمعية Berytech - القطب التكنولوجي:  
<http://beryttech.org>

جمعية احتضان الأعمال في الجنوب:  
<http://www.southbic.org/contactus.php>

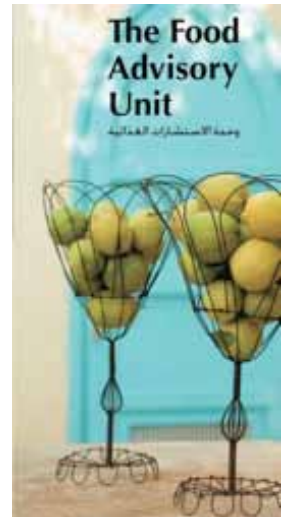
تم إنشاء شبكة لبنانية من ثلاث حاضنات أعمال بدعم من الاتحاد الأوروبي والحكومة اللبنانية: جمعية تطوير الأعمال في طرابلس، و Berytech في بيروت وجبل لبنان، وجمعية احتضان الأعمال في الجنوب التي تغطي منطقة صيدا وجنوب لبنان. ويمكن لحاضنات الأعمال هذه تقديم الخدمات للشركات القائمة والمبتدئة وأصحاب المبادرات الجدد في مجال الزراعة والصناعات الغذائية من أجل إعداد خطة عمل وتحديد أفضل طريقة للحصول على التمويل، وتقديم النصائح

## المركز الأوروبي-اللبناني للتحديث الصناعي: من أجل قطاع صناعة غذائية متطور

الوحدة الاستشارية الغذائية واحدة من مبادرات المركز الأوروبي-اللبناني للتحديث الصناعي الممول من الاتحاد الأوروبي والتابع لمعهد البحوث الصناعية. وهي تتوق إلى ربط الموارد الفنية المحلية بمؤسسات الصناعات الغذائية، خصوصاً من أجل تحسين منتجات وعمليات المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم العاملة في قطاع الصناعات الغذائية. وتشكل غرف التجارة والصناعة والزراعة ونقابة الصناعات الغذائية اللبنانية ومؤسسة LibanPack والجامعات في لبنان الشركاء الطبيعيين في جميع المهام التي تهدف إلى تعزيز وضعية قطاع الصناعات الغذائية.

وأشئى المركز الأوروبي-اللبناني للتحديث الصناعي بدعم من الاتحاد الأوروبي بموجب برنامج التحديث الصناعي البالغة قيمته 9 ملايين يورو والذي جرى إطلاقه قبل عشرة أعوام. وسوف يستفيد المركز من أموال أوروبية إضافية لدعم الصناعات اللبنانية، بما في ذلك الصناعات الغذائية والبرمجيات والتصنيع والامتيازات اللبنانية وقدرتها التنافسية في الأسواق العالمية في الفترة 2012-2013. وقد خصص الاتحاد الأوروبي مبلغ 1.9 مليون يورو إضافية لهذه الغاية.

لمزيد من المعلومات عن المركز الأوروبي-اللبناني للتحديث الصناعي:  
[www.elcim-lb.org](http://www.elcim-lb.org)



## KAFALAT S.A.L

### كفالات تسهل الحصول على التمويل المصرفي

كفالات شركة مالية لبنانية ذات بعد عام تعمل على مساعدة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم للحصول على تمويل من المصارف التجارية. وتساعد كفالات هذه المؤسسات عبر توفير ضمانات قروض على أساس خطط عمل / دراسات جدوى تظهر قابلية استمرار نشاط الأعمال المقترح. وهي تتولى طلبات ضمانات القروض التي تقدمها المصارف اللبنانية للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم العاملة في لبنان.

وبفضل دعم مالي من الاتحاد الأوروبي بقيمة 4 ملايين يورو، تستهدف كفالات المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم والشركات المبتدئة المبتكرة في قطاعات الصناعة والسياحة والتكنولوجيا والزراعة.

وتستفيد قروض كفالات المضمونة من دعم معدلات الفائدة. وقد جرى تحديد هذا الدعم للتخفيف من وقع معدلات الفائدة المرتفعة في لبنان الناتجة من اقتراض القطاع العام. ويتم تمويل دعم معدل الفائدة من الخزينة اللبنانية ويتولى مصرف لبنان إدارتها.

وجرى توسيع نطاق عمل كفالات في إطار برنامج التنمية الزراعية والريفية من أجل تعزيز الحصول على القروض لدعم نشاطات التنمية الزراعية.

لمزيد من المعلومات:  
[www.kafalat.com.lb](http://www.kafalat.com.lb)

## برنامج دعم التنمية المحلية في شمال لبنان

يعتبر شمال لبنان من المناطق الأكثر فقراً وعزلة في البلاد، وقد أدى نزاع مخيم نهر البارد إلى تفاقم حالته السيئة.

لذلك وفي شهر تموز 2009، وبناء على طلب السلطات اللبنانية، تم إطلاق برنامج دعم التنمية المحلية في شمال لبنان الذي يهدف إلى إخراج



المنطقة من عزلتها بمساعدتها على تطوير قدرتها الزراعية المهمة. ويعمل البرنامج على تحقيق هدفين: تحسين القدرة التنافسية للقطاع الزراعي وعائدات المزارعين، والمحافظة على الموارد البيئية للمنطقة وإبراز قيمتها.

ويتوجه هذا البرنامج الممول من الاتحاد الأوروبي بمبلغ 18 مليون يورو والذي يتولى تنفيذه مجلس الإنماء والإعمار وصندوق التنمية الاقتصادية والاجتماعية إلى السكان المحليين في أعالي عكار وأعالي الضنية والقيبات وأكروم ووادي خالد وأعالي الهرمل ومنطقة حلبا الجومة، أي ما يعادل حوالي 200 ألف نسمة.

ويرتكز البرنامج على مساري تدخل: مكون "البنية التحتية الريفية" الذي يتولاه مجلس الإنماء والإعمار والذي سيمول أعمال الري والطرق الزراعية؛ ومكون "التنمية الاجتماعية" الذي يتولاه صندوق التنمية الاقتصادية والاجتماعية والذي سيدعم مبادرات محلية تنفذها البلديات من خلال عملية تشاركية.

إلى ذلك، يرغب الاتحاد الأوروبي ومجلس الإنماء

والإعمار ووزارة الداخلية والبلديات، وفي إطار هذا البرنامج، في تطبيق المخطط التوجيهي لترتيب الأراضي اللبنانية الذي اعتمده مجلس الوزراء في عام 2009 على مستوى المناطق. وبذلك ستساهم وسيلة تخطيط الأراضي هذه بتوجيه صانعي القرارات الرئيسيين في الاستثمارات والمشاريع المنطقية.

وبفضل هذا البرنامج، يأمل الاتحاد الأوروبي في حشد طاقات الإدارات والمجتمعات المحلية والقطاع الخاص والمجتمع المدني حول استراتيجيات تنمية مستدامة للأراضي. كما يرغب في تشجيع تنوع الزراعة، بالإضافة إلى تحسين الإنتاجية والمردود. وأخيراً، سوف يسمح برنامج من هذا القبيل بإيجاد حماية أفضل للبيئة، ولاسيما للنظم البيئية للجبال.

وبذلك سيساهم برنامج دعم التنمية المحلية في شمال لبنان في الوحدة والاستقرار الوطنيين من خلال إعادة التوازن بين المناطق من جهة، وفي تحسين ظروف حياة اللبنانيين من خلال إبراز قيمة قدرات المناطق التي تعاني نقصاً في التنمية من جهة أخرى.

## تأهيل قناة ريّ مخيم نهر البارد

بعد النزاع في مخيم نهر البارد الذي خلف تداعيات مأساوية على السكان اللبنانيين القاطنين في جواره، خصص الاتحاد الأوروبي تمويلاً بقيمة 755 ألف يورو لإعادة تأهيل مجرى نهر البارد وقناة الري التابعة له.

وهذه القناة هي مصدر الري الرئيسي لمزاريع منطقة المنيه وعكار (وتحديداً لبلدات ببنين والمحمرة ووادي الجاموس وبرج العرب والعمارة وقبة شمرة ودير دلم).

وتتولى تنفيذ المشروع مؤسسة مياه لبنان الشمالي المكلفة أيضاً بإدارة القناة. وقد انتهت أعمال تأهيل القنوات الرئيسية والثانوية التي يبلغ طولها 13 كيلومتراً. ويسمح المشروع برّي 1500 هكتار من الأراضي ويعود بفائدة مباشرة على 35 ألف شخص. وإلى جانب أعمال إعادة التأهيل المهمة، جرى إطلاق حملات توعية حول إدارة المياه استهدفت السكان القاطنين على طول القناة حتى يسهروا على صيانتها ويراعوا البيئة في زراعتهم.



تنمية قوية الوقع والمشاركة في التعزيز المؤسسي لقدرات سلطات الوصاية.

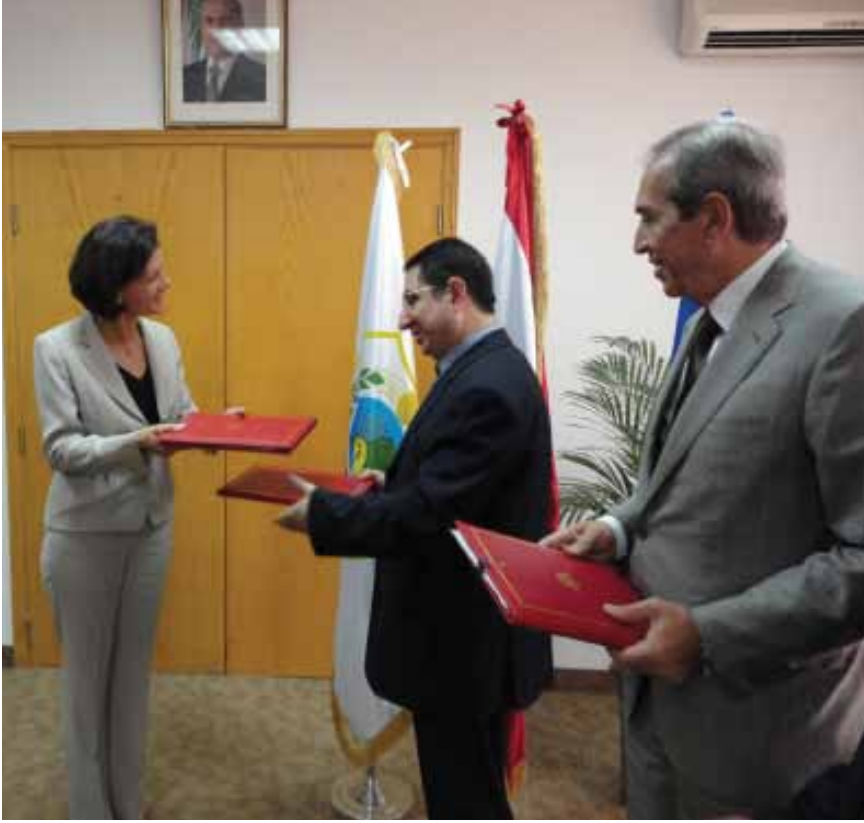
وتجدر الإشارة إلى أن رئاسة بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان السفيرة أنجلينا أيجهورست ومدير عام مؤسسة مياه لبنان الشمالي جميل كريم قد اختتما أعمال مشروع إعادة تأهيل قناة ري نهر البارد في 30 أيلول 2011، في حفل شارك فيه رؤساء البلديات المعنية.

ومن المنتظر أن يؤدي هذا المشروع إلى الحدّ من التلوث وتحسين ظروف المعيشة والنظافة للسكان القاطنين عند مصب القناة وعلى طولها، وريّ موسم لأراض زراعية، وإدارة حسنة للأعمال بين مؤسسة مياه لبنان الشمالي والسكان المحليين.

ويجسد هذا المشروع الاستراتيجية المزدوجة للاتحاد الأوروبي التي تقضي بتنفيذ برامج



## برنامج التنمية الزراعية والريفية



لبنان هو من بين البلدان التي تتمتع بأفضل قدرة على التنمية الزراعية في المنطقة. وتمثل الزراعة جزءاً مهماً من الاقتصاد اللبناني إذ أن حوالي 30% من السكان يجنون دخلهم بصورة مباشرة أو غير مباشرة من النشاطات الزراعية. ورغم ذلك، يُنفق 1.1% من الموازنة السنوية على الزراعة، في حين أن حصتها من إجمالي الناتج المحلي تتراوح بين 5 و6% منذ عام 1994.

ويواجه القطاع مجموعة من المشكلات مثل حيازات الأراضي الصغيرة والمقسمة والمعرفة غير الكافية في التقنيات الحديثة والممارسات الصديقة للبيئة والاستخدام الكثيف للمبيدات والنقص في البنية التحتية الريفية والوصول المحدود إلى التسليف الريفي وعدم تحديد وضعية المزارعين وخدمات البحث والإرشاد المحدودة والنقص في القدرات الصحية وقدرات الصحة النباتية. وتتعوق هذه المشكلات كلها التنمية الزراعية وتحد من القدرة التنافسية للقطاع.

وأعاد الاتحاد الأوروبي تأكيد التزامه المستمر منذ فترة طويلة المساعدة في تطوير قطاع الزراعة عبر إطلاق برنامج التنمية الزراعية والريفية في عام 2011 بتمويل بقيمة 14 مليون يورو، والذي تتولى وزارة الزراعة تنفيذه حتى عام 2015.

ويقضي الهدف العام للبرنامج بتحسين أداء قطاع الزراعة لتحقيق الأمن الغذائي المستدام وتحسين الظروف المعيشية وتطوير المجتمعات الريفية والزراعية. ويسعى البرنامج بصورة خاصة إلى تعزيز قدرة المؤسسات الوطنية على وضع نهج متكامل لرؤية التنمية الزراعية والريفية على السواء وتنفيذ مقاربة استراتيجية للقطاع الزراعي بشكل عام. كما يسعى هذا البرنامج إلى دعم الفاعلين الريفيين المحليين وتمكينهم (المزارعون والتعاونيات على السواء) عبر زيادة الوصول إلى التسليف والبنية التحتية.

ويسعى برنامج التنمية الزراعية والريفية إلى تحسين الزراعة من خلال ثلاث قنوات:

- تعزيز قدرة وزارة الزراعة على المستويات المؤسسية والتنظيمية والبشرية. وسوف تشكل الوزارة لجنة تنسيق للجهات المانحة من أجل هيكلة التنسيق بينها ودعم تطوير السياسات والمؤسسات.
- تعزيز الوصول إلى التسليف وخدمات التوسع المحسنة لدعم نشاطات التنمية الريفية.

وبما أن قطاع الزراعة في لبنان يضم نسبة عالية من المزارعين الذين يعملون بدوام كامل في الزراعة ويعيشون عادة تحت خط الفقر، فمن المتوقع أن يساهم البرنامج أيضاً في الحد من الفقر عبر زيادة وصول المزارعين والتعاونيات إلى التسليف. إلى ذلك، ومن خلال تطوير الزراعة، يسعى برنامج التنمية الزراعية والريفية إلى المساهمة في استحداث الوظائف في هذا القطاع.

كما أنه من المتوقع مع تحسين القدرات الإعلامية لوزارة الزراعة وربط جميع مؤسساتها إلكترونياً على المستويين المركزي والمحلي/الإقليمي، تعزيز الشفافية والمساءلة على السواء. ويمكن تحسين نظام إدارة الوزارة أيضاً عبر زيادة أتمتة الخدمات وقدرات تكنولوجيا المعلومات. وسوف يستهدف برنامج التنمية الزراعية والريفية المؤسسات الوطنية وأصحاب العلاقة المحليين على السواء من أجل ضمان تواصل وتنسيق أفضل بين المستويات العليا والدنيا، وبين التوجهات الاستراتيجية الجديدة والاحتياجات الملموسة للفاعلين الزراعيين. وفي النهاية، من المتوقع أن يستفيد من المشروع ما لا يقل عن 40 ألف شخص يعتاشون من النشاط الزراعي.

لمزيد من المعلومات:

[www.agriculture.gov.lb](http://www.agriculture.gov.lb)

وسوف يجري تطوير آلية تسهيل التسليف للتنمية الزراعية والريفية من أجل بلوغ هذا الهدف، بالتنسيق مع مؤسسة كفالتي التي سيجري توسيع نطاق مخططات الضمانات الزراعية الخاصة بها.

- تطوير البنية التحتية الزراعية والريفية لتحسين الإدارة المستدامة للمياه والأراضي. وسوف يجري بناء البحيرات على التلال وإنشاء جمعيات مستخدمي المياه من أجل إدارة البنية التحتية (خصوصاً أنظمة الري الحديثة). وسيتم تحسين ممارسات إدارة الأراضي من خلال التحريج الذي تتولاه البلديات والتعاونيات.

ويتطرق برنامج التنمية الزراعية والريفية أيضاً إلى مسائل متشعبة، مثل المساواة بين الجنسين والمسائل البيئية والحد من الفقر والحكم الرشيد. وسوف يسعى إلى زيادة عدد النساء المستفيدات من خطته. بالإضافة إلى ذلك، سوف يجري ضمان الاستدامة البيئية عبر اعتماد تقنيات ري حديثة وبناء قدرات جمعيات مستخدمي المياه. وسيكون للتحريج الذي سيطبق بالتعاون مع البلديات والتعاونيات وقع بيئي مزدوج، إذ إنه سيؤدي إلى تحسين المحافظة على التربة وتقليص خطر الجفاف.

## بفضل الاتحاد الأوروبي، سيسمح لنا برنامج التنمية الزراعية والريفية بتحقيق تقدم كبير للمساهمة في تطوير زراعة محلية تنافسية وذات جودة.

الوزارة، على سبيل المثال، مؤلنا مشروعاً بقيمة 50 مليار ليرة لبنانية يهدف إلى تحسين جودة توحيد الصادرات اللبنانية وتبريدها ونقلها. ومنذ عام، اعتمدنا أيضاً مشروعاً يشجع على زراعة الشعير والقمح والعدس والحمص، من بين أمور أخرى. وفي إطار مشروع آخر، تسعى الوزارة إلى تغطية المخاطر الزراعية الناتجة من الكوارث الطبيعية والمناخية مثل الفيضانات.

مكونات بالغة الأهمية للتمكن من تطوير الزراعة في لبنان هي: الإرشاد، والبنية التحتية والتجهيزات، والإنتاج الزراعي، والحصول على التسليف. من جهتنا، يمكننا أن نطلق أكثر في تنفيذ المشاريع الجديدة، بفضل زيادة موازنة الوزارة التي تضاعفت مرتين ونصف المرة، إذ ارتفعت من 40 مليار ليرة لبنانية إلى 100 مليار هذه السنة. وقد تمت إضافة موارد أخرى إلى الموازنة الرئيسية

4) وقَعْتُم منذ فترة قصيرة اتفاقية تمويل مع الاتحاد الأوروبي بقيمة 14 مليون يورو لتنفيذ برنامج للتنمية الزراعية والريفية. ما الذي تنتظرونه من التعاون مع الاتحاد الأوروبي في هذا المشروع؟

الاتحاد الأوروبي من أكبر الجهات المانحة للبنان، وهو ينفق الأموال في المكان الصحيح وهي تعود بالفائدة على القطاع الزراعي بصورة خاصة. في الواقع، مؤل الاتحاد الأوروبي في الماضي برنامج التنمية الزراعية وأطلق للتو مرحلته الثانية المتمثلة في برنامج التنمية الزراعية والريفية الذي سيمتد على أربع سنوات. ويتمحور هذا البرنامج حول أربعة



## مقابلة مع رئيس جمعية المستهلك - لبنان الدكتور زهير برو

1) ما هي برأيكم التحديات الرئيسية التي يواجهها قطاع الأغذية الزراعية في لبنان وما أولوياتكم كرئيس لجمعية المستهلك - لبنان؟

المعضلة الأكبر التي يواجهها قطاع الأغذية الزراعية تتمثل في غياب السياسة الطويلة الأمد لدى الحكومة. فمُنذ عام 1990، ركزت الحكومات المتعاقبة جهودها بصورة أساسية على الخدمات المصرفية والمالية، وعلى السياحة بعض الشيء. أما الزراعة والصناعة فقد أهملتا بشكل تام وباتنا اليوم في تراجع، في حين أن 50% من اليد العاملة اللبنانية تعمل فيهما. لذلك يجب إعادة تأهيل هذين القطاعين وأن يصبحا من أولويات الحكومة الحالية. إلى ذلك، تفتقر الحكومة إلى رؤية شاملة للبلاد. فقد أطلق وزير الزراعة الجديد زخماً للتغيير، لكن هذا الزخم يجب أن يكون شاملاً ويطاول الحكومة برمتها. علاوة على ذلك، يجب تنفيذ الاتفاقيات الدولية التي وقّعها لبنان، لاسيما اتفاقية الشراكة مع الاتحاد الأوروبي، خصوصاً المادة التي تنص على إلغاء الاحتكارات.

وأخيراً، يجب إصلاح النظام الضريبي اللبناني حتى يكون له فوائد أكبر على الزراعة والصناعة. ويجب زيادة الضرائب المباشرة. كما يجب معالجة مسألة التهرب من دفع الضريبة وتزوير الدخل حتى يتوفر المزيد من الموارد لتطوير قطاع الأغذية الزراعية.

2) لقد تحدثتُم عالياً عن الحاجة الملحة

لاتخاذ إجراءات لضمان مراقبة الجودة

وتعقب المنتجات الغذائية المختلفة. فهل

تعتقدون في أنه قد تم التطرق إلى هذه

المسألة بشكل كامل؟ وما الذي يجب فعله

للتأكد من حصول المستهلكين اللبنانيين

على منتجات غذائية بنوعية جيدة؟

بما أن 90% من مياه الري في لبنان ملوثة، فإن

السلسلة الغذائية ملوثة من المصدر، مما يحتم بناء

معامل لمعالجة مياه الصرف الصحي لتأمين مياه

نظيفة وصحية.

كما يجب وضع إطار قانوني يفرض مراقبة الجودة

إلى نقص في المنافسة، مما يساهم في نشوء احتكارات على الواردات تتحكم في الاقتصاد. ويستورد لبنان 80% من منتجاته الغذائية الزراعية. وعليه يؤدي التجار دوراً رئيسياً في الاقتصاد تعززه الاحتكارات التي أوجدوها على الواردات والدعم الذي يتلقونه من السياسيين اللبنانيين الذين لهم علاقة بالأمر أيضاً. وقد أطلقنا حملة تطالب بتخفيض هذه الأسعار ووضع قانون للمنافسة، لكن الحكومة لم تتخذ أي مبادرة في هذا الصدد حتى الآن.

4) كيف يمكن أن تقيموا دور الاتحاد الأوروبي

في الزراعة وحماية المستهلك في لبنان (برنامج

الجودة Qualeb، إلخ)؟ وكيف تريدون أن

تكون مساعدة الاتحاد الأوروبي في هذا الإطار؟

هناك اليوم تحسن كبير في البنية التحتية لمراقبة

الأمن الغذائي وذلك بفضل برنامج الجودة Qualeb

الممول من الاتحاد الأوروبي. فمُنذ خمسة أعوام،

لم يكن هناك مختبر لمراقبة الجودة في لبنان وكان

من السهل شراء نتائج مخبرية مزورة مقابل مبلغ

زهيد جداً. غير أن هذا الأمر غير كافٍ. فحتى

يكون هذا النوع من البرامج مستداماً، يجب أن

يتوفر إطار قانوني يضمن الأمن الغذائي. ونحن

نشجع البرامج كبرنامج Qualeb، لكن على

الحكومة اللبنانية أن توجد الإطار القانوني أولاً.

وهناك بعض القوى السياسية في الحكومة الحالية

أكثر انفتاحاً على المستهلك. وبذلك فإن الفرصة متاحة

للاتحاد الأوروبي لتشجيع هذه القوى على المضي

قدماً في هذا المسار. ويتعين على الاتحاد الأوروبي

أولاً أن يطالب بالتنفيذ الكامل لاتفاقية الشراكة،

خصوصاً المادة التي تطالب بإلغاء الاحتكارات.

وبفضل وزير الزراعة الحالي، هناك بداية تحسن. لكن

عندما يغادر الوزير منصبه، فإنه من غير الواضح إن

كانت الجهود التي بُذلت تحت إشرافه ستستمر.

والتعقب وقواعد النظافة وتطبيقه لضمان نوعية جيدة للمنتجات الزراعية. في الواقع، ما من قانون يفرض معايير جودة للمنتجات الزراعية. على سبيل المثال، يسمح القانون اللبناني للمنتجين بخلط زيت الزيتون مع زيوت نباتية أخرى تكون عادة من نوعية متدنية جداً ويمكن استيرادها بأسعار زهيدة. وهذه الممارسة قائمة لأنه ما من قانون يحدد المتطلبات التي تجعل المنتجات مستوفية لشروط الجودة الجيدة. وفي ما يتعلق بسلامة الغذاء، ليس هناك في الوقت الراهن أي هيكلية مسؤولة عن مراقبة الجودة ونظافة الغذاء، حيث يجب أن يتم العمل والتنسيق بين ست أو سبع إدارات على الأقل. والمراقبون المتنتان الذين يعملون حالياً في وزارة الاقتصاد والمعنيون بمراقبة سلامة الغذاء غير قادرين في الوقت الحاضر على تأدية دورهم. لذلك يجب إنشاء هيئة وطنية لمراقبة الأمن الغذائي في البلاد وتدريب المراقبين على تأدية عملهم بكفاءة أكبر.

وفي مواجهة ممارسات الغش، يقف المستهلك اللبناني عاجزاً. فعند اكتشاف حالات عدم امتثال لمعايير نظافة الغذاء، وحتى في حال التسبب بوفاة مواطنين لبنانيين، تتخذ الحكومة أو المحاكم إجراءات غير كافية.

وينص القانون على أنه في حالة التسمم الغذائي، يُحكم على الشخص المسؤول عن ذلك بالسجن لمدة تتراوح بين ثلاث وعشر سنوات. غير أن هذه الأحكام لا تُنفذ أبداً، والسلطات لا تقفل حتى المطاعم أو المحال ولا تُتم ملاحقة أصحابها أمام القضاء أبداً.

3) كيف تفسرون ارتفاع أسعار

الأغذية في لبنان وما الإجراءات التي

تتقترحونها لاحتواء هذا الارتفاع؟

تعد جمعية المستهلك - لبنان مؤشر أسعار فصلي

يتضمن أسعار 160 سلعة وخدمة استهلاك يومي.

وبحسب تقاريرنا، فقد ارتفعت أسعار هذه السلع

والخدمات بنسبة 52% منذ عام 2006. كما يعتبر

الاتحاد الأوروبي والبنك الدولي أن الأسعار في لبنان

هي في المعدل أعلى بنسبة 25% منها في المنطقة.

ويعود هذا الارتفاع إلى وجود وكالات حصيرية أدت

# مقابلة مع معالي وزير الزراعة الدكتور حسين الحاج حسن



داخل أراضيه. وتحاول الوزارة ملاءمة الأنظمة اللبنانية مع تلك الخاصة بالمنظمات الإقليمية والدولية المعنية بهذه المسائل والتي انضم إليها لبنان. ونذكر على سبيل المثال منظمة الأغذية والزراعة والمنظمة العالمية لصحة الحيوان أو حتى أيضاً منظمة الصحة العالمية.

**ما يهمني بصورة خاصة  
هما قطاعا الغابات وصيد  
الأسماك، لأنه على عكس  
القطاعات الأخرى، ليس  
للوزارة الموارد المطلوبة  
لتطويرهما. وبذلك نحن في  
أمس الحاجة للتمويل فيهما.**

الاصطناعي أيضاً على دعمنا المالي بما أن تربية المواشي تشكل عاملاً أساسياً في تطوير القطاع.

وفي ما يتعلق بصيد الأسماك، أطلقت الوزارة برنامجاً جديداً بالشراكة مع إيطاليا من خلال المعهد الزراعي المتوسطي في باري. وآمل أيضاً الحصول على أموال إضافية من أجل التمكن من إطلاق برنامج آخر في هذا الإطار.

غير أن المجال الذي ترغب فيه الوزارة في الاضطلاع بدور أكثر فاعلية هو التحريج. فقد كان لبنان بلداً تشكل الغابات فيه 35% من مساحته. إلا أننا فقدنا 22% في المئة من مساحة الغابات بسبب الجفاف والتصحر والحرائق والأنشطة البشرية (قطع الأشجار لتشييد الطرق والمنازل والمصانع، إلخ). ولمعالجة هذه المسألة، وضعت الوزارة برنامجاً طموحاً جداً يهدف إلى المحافظة على الغابات وإلى المباشرة في تحريج لبنان، إذ نرغب في زيادة مساحة الغابات والانتقال من نسبة 13% إلى نسبة 20%. لكننا نستخدم هنا بمعضلة كبيرة تتمثل في التكلفة، إذ إن برنامجاً من هذا القبيل يتطلب تمويلاً يتراوح بين 250 و300 مليون يورو لفترة 20 سنة. وحتى يومنا هذا، لم نتمكن من تأمين التمويل المطلوب لتنفيذ هذا البرنامج.

لقد حققت الوزارة تقدماً كبيراً في مجالات تربية المواشي وصيد الأسماك والغابات، ولاسيما في ما يتعلق بالتشريع وقدرات الوزارة، سواء القدرات البشرية أو التجهيزات، أو حتى قدرات الإرشاد والمراقبة. لكن ما ينقصنا بشدة هو التمويل بمبالغ كبيرة، كالتنفيذ المطلوب لتنفيذ مشروع تحريج لبنان.

وتتطلع الوزارة بصورة يومية على الأحداث التي تؤثر في السلامة الغذائية في العالم وتتخذ جميع التدابير الضرورية لضمان حماية المستهلكين. وبهذه الطريقة، وبعد ظهور مشكلة بكتيريا إيكولي، قررنا تعليق استيراد الفاكهة والخضار من أوروبا لأيام عدة. ويمكن أن يكون الاتحاد الأوروبي قد أساء بعض الشيء فهم الإجراءات الذي اتخذناه، لكن هذا القرار كان ضرورياً لأنه كان يهدف إلى حماية الأمن الغذائي في لبنان. وقد تعاطينا بالطريقة عينها مع اليابان بعد حادثة مفاعل فوكوشيما. فبعدما أوقفنا استيراد المنتجات اليابانية، عدنا إلى الاستيراد بشكل تدريجي.

بالإضافة إلى ذلك، يتابع لبنان تدريجياً تحسين أنظمة التعقب، وقد باتت هذه الأنظمة تشمل منتجات جديدة مثل المبيدات والبوظا. ومع الوقت، سوف يتم أيضاً إخضاع منتجات أخرى للمراقبة.

**(3) أنتم أيضاً وزير يُعنى بشؤون  
تربية المواشي وصيد الأسماك  
والغابات. فما الرهانات الرئيسية  
في هذه القطاعات وكيف ترون  
تطورها في العقود المقبلة؟**

في ما يتعلق بتربية المواشي، تضع وزارة الزراعة حالياً اللمسات الأخيرة على مشروع طموح يهدف من بين أمور أخرى إلى تشجيع الزراعات التبنية أو الشعير والذرة. وسوف يُحال هذا المشروع إلى الحكومة في وقت قريب. وتقضي سياستنا كذلك بتمويل شراء اللقاحات الضرورية للأغنام والأبقار وتوزيعها. ويحصل التلقيح

**(1) ما هي برأيكم التحديات الرئيسية التي  
يواجهها القطاع الزراعي اليوم في لبنان وما  
أولوياتكم كوزارة زراعة؟**

تعاني الزراعة في لبنان شأنها بذلك شأن اقتصاد البلاد برمتها من العديد من المشكلات. فرغم صغر مساحة لبنان، فإن الكثافة السكانية فيه هي من الأعلى في العالم، مما يؤدي إلى تراجع متزايد لمساحة الأراضي الزراعية. علاوة على ذلك، يستمر القطاع العقاري اللبناني في التطور بوتيرة ثابتة، مما يؤدي إلى ارتفاع كبير في أسعار شراء الأراضي واستئجارها.

باختصار، تصطدم الزراعة في لبنان بالتكاليف العقارية المرتفعة (الشراء أو الاستئجار) وتكاليف الطاقة (الكهربائية والمحروقات) ومستوى المعيشة والمواد المستوردة (المبيدات والأسمدة والبذور، إلخ). كما أن تكلفة إنتاجنا أعلى بكثير منها في البلدان المجاورة والمنافسة على غرار سوريا والأردن ومصر أو حتى المملكة العربية السعودية.

إلى ذلك، يعاني القطاع الزراعي من معضلة كبيرة تتمثل في إهمال الدولة اللبنانية للزراعة لوقت طويل، لاسيما خدمات التأطير المتمثلة في الإرشاد ومراقبة الجودة.

وتقضي إحدى أولويات وزارتنا في جعل الزراعة قادرة من جديد على المنافسة، وهذا ما نقوم به من خلال الدعم على وجه الخصوص. في الواقع، تدعم جميع الدول، سواء البلدان المجاورة أو الاتحاد الأوروبي، الزراعة بطريقة أو بأخرى. ويجب على لبنان تالياً أن يجد وسيلة لدعم الزراعة مع احترام التزاماته الدولية، مثل الاتفاقيات الموقعة مع الاتحاد الأوروبي أو منطقة التجارة الحرة العربية الكبرى - غافتا. وسوف يسمح لنا دعم الزراعة بمساعدة المزارعين على المساهمة في بروز زراعة قادرة على المنافسة وذات جودة.

**(2) ذكّرت مسألة بكتيريا إيكولي وتعليق  
لبنان لاستيراد الفاكهة والخضار من بلدان  
الاتحاد الأوروبي أخيراً بأهمية امتلاك لبنان  
نظام إنذار مبكر ولتعقب المواد من أجل  
تأمين حماية أفضل وإنما أيضاً التمكن من  
ضمان مستوى جودة أعلى للمواد المصدرة.  
أين نحن في هذا المجال اليوم؟**

خلال العامين الماضيين، حقق لبنان تقدماً كبيراً في مجال الحجر الصحي النباتي والحيواني، وفي خدمات التفتيش والوقاية، سواء على الحدود أو

# النشرة

العدد 3 | 2011

## الزراعة اللبنانية عند منعطف

رهان وطني  
كبير



يجب أن يكون لبنان، نظراً إلى تمتعه بتقليد زراعي عريق وموارد مائية مهمة وأنظمة زراعية متنوعة، من الفاعلين الأساسيين في القطاع الزراعي في المنطقة. غير أن أكثر من 80 في المئة من المنتجات الزراعية والزراعية الغذائية المستهلكة في لبنان مستوردة، وقد ارتفعت قيمة الواردات الزراعية السنوية بأكثر من مليار يورو خلال العقد الماضي.

ورغم أن عدد المزارعين لا يتخطى نسبة 7 في المئة من القوى العاملة، فإن الزراعة قطاع يعني جميع المواطنين. في الواقع، تندرج الزراعة في صلب العديد من المسائل المهمة للاستقرار والتنمية في لبنان، بما في ذلك الأمن الغذائي، ومكافحة الفقر، والعقارات، وإبراز قيمة التراث الثقافي والمناظر الطبيعية، والبيئة، والمياه، وحتى الاتفاقيات التجارية.

ويدرك الاتحاد الأوروبي أهمية الزراعة التي كانت وتبقى ركيزة أساسية من ركائز الاندماج الأوروبي. لذلك وقع الاتحاد الأوروبي في عام 2007، في إطار السياسة الأوروبية للجوار، على خطة عمل مع لبنان تتضمن برنامج إصلاحات اقتصادية وسياسية تشدد بصورة خاصة على ضرورة وضع سياسة زراعية شاملة.

ولهذه الأسباب تحديداً، يدعم الاتحاد الأوروبي ودوله الأعضاء الزراعة في لبنان بأكثر من 31 مليون يورو من الهبات، لاسيما في إطار برنامج التنمية الزراعية والريفية الجديد الذي سيتم تسليط الضوء عليه في هذا العدد من النشرة.

أنجلينا أيخورست  
رئيسة البعثة

وخلال الأعوام الماضية، اتخذت الحكومة اللبنانية، إدراكاً منها للقدرة الكبيرة للقطاع الزراعي، الخيار الاستراتيجي بإعاش القطاع والانتقال إلى نظام أكثر تنافسية واستدامة يكون أكثر قدرة على جذب الاستثمارات. ويمكن أن تشكل الخطة الاستراتيجية لوزارة الزراعة للفترة 2010-2014 ركيزة استراتيجية متكاملة للقطاع تشمل أيضاً الاحتياجات الأوسع نطاقاً للتنمية الريفية.

وفي إطار الشراكة المستمرة منذ فترة طويلة مع لبنان، كان الاتحاد الأوروبي دوماً داعماً كبيراً للتنمية الزراعية في البلاد. ويستند برنامج التنمية الزراعية والريفية الجديد الذي أطلق في عام 2011 على مشاريع سابقة مولها الاتحاد الأوروبي مثل مشروع التنمية الزراعية.

وعملاً بالسياسة الأوروبية للجوار المتجددة، يهدف الاتحاد الأوروبي من خلال مشاريعه الزراعية العديدة، إلى إظهار القدرة الزراعية غير المستغلة للبنان. وسوف يساهم هذا الأمر في دعم استحداث الوظائف وإطلاق النمو الشامل في المناطق الريفية الفقيرة، وتالياً بالحد من التفاوت بين المناطق.

ويمكن لقطاع زراعي قوي وحسن الأداء أن يجعل لبنان أيضاً أكثر تنافسية على الصعيد الإقليمي ويضمن أمناً غذائياً مستداماً في البلاد. ويؤمن الاتحاد الأوروبي إيماناً راسخاً في أن هناك مستقبلاً للزراعة في لبنان وفي أن دعم لبنان في إصلاح زراعته لن يساهم في تنمية البلاد والمحافظة على طبيعتها ومناظرها الطبيعية فحسب، بل سيعزز استقرار المنطقة أيضاً.



برزت أخيراً مشكلات جديدة تؤثر في الزراعة. فالتعرض للعوامل الطبيعية القاسية وازدياد الطلب من الأسواق الناشئة وتقلب الأسعار والمضاربة على المواد الأولية تشكل جميعها عناصر خطر كبير للمستقبل. علاوة على ذلك، ونظراً إلى النقص في التخطيط الاستراتيجي المتلائم في القطاع الزراعي خلال العقود الماضية، انخفض الإنتاج الزراعي في لبنان مقارنة بالبلدان المجاورة وبالقطاعات الاقتصادية الأخرى. ويترك هذا الوضع تداعيات كبيرة على الميزان التجاري، خصوصاً أن لبنان التزم تجارة سلع زراعية خاضعة لاتفاقيات دولية للتجارة الحرة.

ويكمن التحدي الرئيسي لقلب هذا التوجه في التمكن من المحافظة على الموارد الطبيعية للبنان وتعزيزها مع إعادة هيكلة القطاع برمته في الوقت عينه.

### في هذا العدد

مقابلة مع معالي وزير الزراعة الدكتور حسين الحاج حسن  
مقابلة مع رئيس جمعية المستهلك - لبنان، الدكتور زهير برو  
برنامج التنمية الزراعية والريفية  
دعم الاتحاد الأوروبي لتنمية شمال لبنان  
الاتحاد الأوروبي يدعم جودة الغذاء وأصحاب المبادرات  
الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي تدعم التنمية الزراعية  
اللجنة الفرعية الأوروبية-اللبنانية للشؤون الاقتصادية والمالية

2-3  
3  
4  
5  
6  
7  
8

